

« Gilets jaunes » : sous pression, Macron lance un appel à l'aide

LM 6 décembre

Un appel à l'aide. A la veille de la nouvelle journée de manifestation des « gilets jaunes », samedi 8 décembre, Emmanuel Macron a demandé mercredi « *aux forces politiques et syndicales, au patronat de lancer un appel clair et explicite au calme* », selon le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, à la sortie du conseil des ministres. « *Le moment que nous vivons n'est plus à l'opposition politique, mais à la République* », a poursuivi le chef de l'Etat devant ses troupes.

Un peu plus tard à l'Assemblée nationale, Edouard Philippe a lancé à son tour « *un appel à la responsabilité de tous les acteurs du débat public, responsables politiques, responsables syndicaux, éditorialistes, citoyens* ». Pour le premier ministre, « *ce qui est en jeu, c'est la sécurité des Français et nos institutions* ».

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Le pacte écologique, première victime de la crise](#)

Le gouvernement ne s'en cache pas, il redoute une nouvelle poussée de violences samedi, comme celles qui ont déferlé à Paris et ailleurs en France le 1^{er} décembre. Le chef de l'Etat craint « *une très grande violence* » avec « *un noyau dur de plusieurs milliers de personnes* » qui viendraient à Paris « *pour casser et pour tuer* », selon l'Elysée. Une dramatisation du pouvoir qui intervient alors que l'une des figures médiatiques des « gilets jaunes », Eric Drouet, a appelé, mercredi soir sur BFM, à investir l'Elysée.

L'exécutif s'inquiète aussi de l'émergence d'autres mécontentements qui viendraient s'agréger à la contestation. Comme ceux des lycéens ou des transporteurs routiers en grève à partir du 9 décembre, et des agriculteurs qui devraient aussi descendre dans la rue le 10 décembre. « *Le premier ministre ne croit pas à sa capacité à éteindre la mobilisation des "gilets jaunes", mais il espère que ses concessions permettront de désolidariser l'opinion du mouvement* », rapporte un élu qui a participé au petit déjeuner de la majorité à Matignon, mardi 4 décembre.

Il ne reste plus grand-chose de l'exercice du pouvoir jupitérien que le chef de l'Etat avait théorisé pour mener, durant la première année de son quinquennat, des réformes tambour battant, sans s'embarrasser des corps intermédiaires et sans hésiter à humilier les oppositions. L'heure n'est plus à fustiger « *les fainéants* » qui l'ont précédé à l'Elysée, ni « *les cyniques* » qui, à tous les étages de la République, ont dépensé plus d'énergie à maintenir leurs privilèges qu'à réformer le pays. Voilà aujourd'hui le président contraint par la rue, lui aussi, de renoncer à ses projets.

Depuis le début de la semaine, Emmanuel Macron se fait discret. Son agenda n'a pas été publié depuis qu'il a annulé son voyage en Serbie, où il devait se rendre mercredi 6 et jeudi 7 décembre. « *Il a des réunions internes* », fait-on savoir dans son entourage. A l'Elysée, dont il vient de lancer les grands travaux de réfection, le président consulte, discute, réfléchit. Il cherche une issue à cette crise qui menace le reste de son quinquennat et dont il ne sait plus comment sortir. Et quand le sommet de l'Etat ne trouve plus sa boussole, cela se sent à Matignon, dans les ministères et sur les bancs de l'Assemblée nationale.

Lire aussi [Les députés PS, LFI et PCF vont déposer une motion de censure contre le gouvernement](#)

Sauver les apparences

Mercredi, des divergences entre Edouard Philippe et Emmanuel Macron ont éclaté au grand jour. Alors que le premier ministre défendait devant les députés le moratoire de six mois sur la hausse de la taxe carbone, l'Elysée a fait savoir que la mesure était annulée, purement et simplement. « *Si*

nous ne trouvons pas les bonnes solutions » pour rendre la fiscalité écologique supportable aux Français, « nous [ne l']appliquerons pas », avait précisé le chef du gouvernement.

Elle est abandonnée, faisait savoir la présidence, qui a envoyé François de Rugy annoncer la nouvelle. « *Le président, je l'ai eu au téléphone il y a quelques minutes* », a assuré le ministre de la transition écologique sur BFMTV. « *Il m'a dit : "Les gens ont eu l'impression qu'il y avait une entourloupe."* » L'Elysée s'est ensuite fendu d'un communiqué pour expliquer que « *le président et le Premier ministre ont souhaité de concert que la hausse de la taxe carbone prévue dans le budget 2019 soit supprimée* ».

A Matignon, on a tenté de sauver les apparences. « *Nous travaillons de façon très étroite avec l'Elysée* », y assurait-on mercredi soir. Sans aller jusqu'à citer cette phrase d'Edouard Philippe, qui avait assuré, le 10 octobre : il n'y a pas « *le début du commencement de la moitié d'une feuille de papier à cigarette entre le président de la République et le premier ministre* ».

Le retour des couacs

Lors du conseil des ministres, Emmanuel Macron a rappelé ses troupes à l'ordre, opposant une fin de non-recevoir à ceux qui voulaient ouvrir le dossier du rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF). Une mesure emblématique du début de son quinquennat qui lui a collé l'étiquette de « *président des riches* ». « *Nous ne détricoterons rien de ce qui a été fait depuis dix-huit mois* », a-t-il lancé. Pas question donc de céder sur ce point aux « gilets jaunes » qui en ont fait l'une de leurs revendications.

Le recadrage visait Benjamin Griveaux, qui avait le matin même, sur RTL, ouvert la porte à cette mesure. « *Si quelque chose ne marche pas, on n'est pas idiots, on va le changer* », avait déclaré le porte-parole du gouvernement. Avant lui, Marlène Schiappa avait publié un communiqué dans le même sens. « *Nous allons évaluer la transformation de l'ISF* », et « *si l'évaluation montre que des capitaux ne sont pas suffisamment injectés dans l'économie française, je proposerai de rétablir l'ISF* », y était-il écrit.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [« Gilets jaunes » : à l'Assemblée, la majorité tente de sauver le soldat Philippe](#)

« Le samedi de tous les dangers »

Au-delà des couacs, certains au sein du gouvernement commencent à exprimer leurs doutes. Le plus souvent en privé, parfois publiquement. Comme Sébastien Lecornu, ministre chargé des relations avec les collectivités territoriales, qui, dans un entretien au *Figaro* mercredi, a déclaré : « *Il faut plus d'humilité collective pour ceux qui ont un pouvoir de décision et qui font partie des élites de tout ordre – je le prends aussi pour moi.* »

A l'Elysée, on a les yeux rivés sur les sondages. En espérant que le recul du gouvernement désolidarisera l'opinion des « gilets jaunes ». Les premières indications ne sont pas rassurantes. Selon une enquête réalisée par Elabe pour BFM et publiée mercredi, avant que la suspension de la hausse de la taxe carbone ne se transforme en annulation, 78 % Français considèrent que la réponse de l'exécutif n'est pas à la hauteur des attentes exprimées par les « gilets jaunes ». Et 63 % d'entre eux – soit six points de moins en une semaine – jugent que la mobilisation doit se poursuivre.

Mais ce qui sera déterminant pour Emmanuel Macron, c'est sans aucun doute la journée du 8 décembre. Qu'elle soit de nouveau l'occasion de saccages, qu'elle fasse des morts, et c'est la question même de la suite du quinquennat qui sera posée. « *C'est la première fois que je vois [le président] inquiet en deux ans* », commente l'un de ses interlocuteurs réguliers.

Dans son entourage, poursuit ce macroniste, « *tout le monde réfléchit à haute voix. Ce qui n'est pas du tout le genre de l'Elysée. Tout le monde s'interpelle : "Qu'est-ce que tu ferais, toi ?"* » On

évoque un changement de premier ministre, une hypothèse aussitôt balayée au motif que « *cela ne réglerait rien* », et surtout par peur que « *les autres poids lourds du gouvernement issus de la droite – Bruno Le Maire, Gérard Darmanin et Sébastien Lecornu en tête – n'en profitent pour claquer la porte* ».

« *Le président vit très mal d'être détesté par les Français, commente l'un de ses proches. Mais il n'a dans l'immédiat pas beaucoup de solutions. On ne change pas de premier ministre en pleine crise. Quant à un référendum, une dissolution ou une démission, cela me semble improbable* », poursuit celui-ci. A court terme, donc, Emmanuel Macron n'a pas d'autre solution que de reformuler son projet, de lui donner un nouvel élan. « *La politique que l'on mène n'a pas d'objet identifié très fort. Macron a toujours été celui qui prenait des risques, aujourd'hui on est très convenus* », juge un député LRM qui a l'oreille du président.

Depuis le début de la crise, les députés sont sous pression. Non seulement le gouvernement est en difficulté, mais certains élus vivent au quotidien sous la menace d'être la cible d'actions violentes. « *J'ai eu un échange sur Facebook avec un "gilet jaune" qui m'a dit : "Démissionne ou meurs ! C'est un avertissement"* », relate le député de l'Isère Olivier Véran. Plusieurs députés font l'objet d'une protection policière rapprochée.

Dans les couloirs du Palais-Bourbon, tous savent qu'une nouvelle journée de violences samedi les plongera dans un inconnu dont nul ne sortira indemne. « *Bien sûr qu'il y a de la fiébrilité* », reconnaît-on à la tête du groupe. « *C'est le samedi de tous les dangers, c'est le jour où la démocratie représentative peut basculer !* », s'alarme un élu normand avant de dire, en plaisantant à moitié : « *On vit peut-être nos dernières semaines de mandat.* »

Notre sélection d'articles pour tout comprendre aux « gilets jaunes »

Les origines du mouvement :

- [« Les gilets jaunes », le symptôme d'une France fracturée](#)
- [« Il n'est pas surprenant que le mouvement ait pris dans les zones rurales ou les villes moyennes »](#), l'analyse du sociologue Alexis Spire
- Au tribunal, « [J'aurais jamais dû mettre les pieds à Paris](#) »
- L'organisation : [Les « gilets jaunes » désignent leurs porte-parole](#)

Carburant, pouvoir d'achat : les raisons de la colère

- [Le prix du carburant, un petit manuel à lire avant de débattre](#), par Les Décodeurs
- [Que reste-t-il après avoir payé les factures ?](#), par Les Décodeurs
- [Pouvoir d'achat : une exaspération à la mesure du décalage entre ressenti et « vérités » statistiques](#)

La réponse des partis politiques

- [Le monde politique abasourdi face à une crise inédite](#)
- [Emmanuel Macron, un président mutique face à la pression](#)
- [La gauche en soutien](#)

Que va devenir le mouvement ?

- [Des « gilets jaunes » appellent à un « acte IV »](#)
- [Rencontre avec Priscilla Ludosky, une des porte-parole des « gilets jaunes »](#)

Nos chroniques et tribunes

- [« La question n'est plus la crise écologique. Elle est de sortir au plus vite de la violence »](#)
- [« La "France périphérique" demande à être respectée »](#)
- [« Les "gilets jaunes" replacent la question sociale au centre du jeu politique »](#)

- « Il faut casser le mur de verre qui s'est dressé entre les citoyens et les élites »